

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 27 mars 2025

Pour la deuxième fois consécutive de l'année, la Banque Centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux d'intérêt directeur de 50 points de base (pdb), le portant à 9,0 %.

La décision de politique monétaire du Conseil de Gouverneurs a été prise l'unanimité ce jeudi 27 mars, compte tenu des perspectives inflationnistes et du degré actuel de resserrement monétaire. Pour rappel, le 6 février 2025, une première baisse de taux de 50 pdb a été appliquée, marquant un changement de rythme dans le cycle d'assouplissement monétaire qui avait été jusque-là jalonné de baisses de 25 pdb, pour un total de 5 baisses en 2024.

Cette nouvelle baisse de taux semble indiquer un découplage de la politique monétaire mexicaine et américaine, la Fed ayant maintenu son taux d'intérêt directeur inchangé depuis le début de l'année, soulignant l'augmentation des incertitudes sur les perspectives économiques américaines.

Le Conseil des Gouverneurs estime que Banxico pourrait poursuivre son cycle de réduction du taux d'intérêt directeur avec la même amplitude, en tenant compte de la faiblesse de l'activité économique, tout en conservant une position restrictive pour favoriser la convergence de l'inflation globale vers l'objectif de 3 %, prévue pour le T3 2026.

LE CHIFFRE A RETENIR

9,0 %

Taux d'intérêt directeur de
Banxico à partir du 28 mars
2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Donald Trump a annoncé l'imposition de nouveaux droits de douane de 25 % sur les véhicules et pièces détachées importés, mesures qui entreront en vigueur respectivement le 3 avril et le 3 mai 2025, affectant directement le Mexique, fournisseur clé pour l'industrie automobile américaine. Cette mesure vise à limiter les importations excessives, que le président Trump considère comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. En réponse, la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a indiqué que le pays donnerait une « *réponse intégrale* » après la mise en œuvre des droits de douane, soulignant que tout serait mis en œuvre pour « *protéger les emplois au Mexique, ainsi que les entreprises mexicaines* ». Elle a également précisé que le Mexique bénéficierait de certaines flexibilités grâce à l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC), permettant de certifier le contenu américain dans les exportations mexicaines pour limiter l'impact de ces nouveaux tarifs. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a détaillé, à l'occasion de la conférence de presse quotidienne, les négociations en cours avec les États-Unis pour obtenir des conditions préférentielles pour les produits mexicains, notamment en ce qui concerne les pièces détachées, principal sujet de friction. Sur les marchés financiers, l'annonce a provoqué des turbulences notables. Le 27 mars, l'indice boursier mexicain IPC (Indice de Prix et de Cotation) a enregistré une baisse de 0,15 %, se situant à 52 729 points, tandis que le peso mexicain s'est déprécié de 1,1 % face au dollar, atteignant 20,34 MXN pour 1 USD. Aux États-Unis, l'indice S&P 500 a chuté de 1,1 % tandis que le NASDAQ a plongé de 2,3 %. En Europe, les bourses ont également reculé, les actions des principaux fabricants automobiles comme BMW, Mercedes-Benz et Stellantis ayant été particulièrement affectées.

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit un taux de croissance de 0,6 % pour 2025, contre 0,9 % prévu par l'enquête du mois précédent. Pour la troisième quinzaine consécutive, le marché réduit sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2025 avec une prévision désormais éloignée des 1 % prévus au début de l'année et inférieure aux 0,9 % et 0,8 % estimés respectivement lors de la deuxième quinzaine de février et la première quinzaine de mars. Cette dernière estimation coïncide avec la prévision de la Banque centrale du Mexique (Banxico) qui tablait sur une croissance à 0,6 % fin février. Le consensus de marché prévoit en outre que l'inflation globale s'établira à 3,80 % fin 2025, contre 3,77 % estimé lors de la dernière enquête de Citi, et que le taux d'intérêt directeur de Banxico clôturera l'année à 8 %, résultat d'une baisse cumulée de 200 points de base sur l'année. Par ailleurs, toujours d'après l'enquête de Citi, le taux de change devrait clôturer l'année 2025 à 20,98 pesos pour un dollar, contre prévu 21,00 auparavant.

Après avoir rebondi au mois de février, l'inflation a enregistré un ralentissement lors de la première quinzaine de mars, s'établissant à 3,67 % g.a. selon l'Institut National de la Statistique et de la Géographie (INEGI). Pour rappel, l'inflation a rebondi au mois dernier après trois mois consécutifs de décélération, s'élevant à 3,77 % g.a., un taux qui reste toutefois compris dans la fourchette cible de la Banque centrale ($3\% \pm 1$). L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont plus volatils, s'est élevée à 3,56 % g.a., tirée à la hausse par le prix des services (+5,57 % g.a.) tandis que les prix des biens ont enregistré une hausse de 2,92 % g.a.. L'inflation non sous-jacente a ralenti à 3,89 % g.a., notamment grâce à la baisse des prix des fruits et légumes (-3,67 % g.a.) compensant en partie la hausse des produits de l'élevage (+8,93 % g.a.). Encouragée par la décélération de l'inflation enregistrée lors de la première quinzaine de mars, Banxico a réduit de 50 points de base, pour la deuxième fois consécutive, le taux d'intérêt directeur ce jeudi 27 mars, le portant à 9 %. Dans son dernier communiqué de politique monétaire, Banxico souligne les différents risques haussiers et baissiers pour l'inflation dont le retour à la cible de 3 % est toujours estimé au T3 2026. Parmi les risques à la hausse figurent (i) la dépréciation du taux de change ; (ii) les perturbations dues à des conflits géopolitiques ou de politique commerciale ; (iii) la persistance de l'inflation sous-jacente ; (iv) les pressions sur les coûts ; et (v) les chocs liés aux conditions météorologiques. Le principal risque à la hausse est celui d'une activité économique plus faible que prévu. L'équilibre des risques pesant sur l'évolution de l'inflation reste orienté à la hausse mais se serait amélioré d'après Banxico.

L'économie mexicaine a enregistré une contraction de 0,2 % g.m. en janvier 2025, marquant un deuxième mois consécutif de recul de l'activité, selon l'Indicateur Global de l'Activité Économique (IGAE) publié par l'INEGI. Ce repli confirme la faiblesse persistante observée fin 2024 et contraste avec les prévisions plus optimistes du marché. Le secteur secondaire, moteur clé de l'économie, a été le principal facteur de cette contraction, avec une baisse de 0,4 %, marquée par un repli de 1,8 % dans l'industrie minière et de 0,8 % dans l'énergie. En revanche, les services sont restés stables et les activités primaires ont, quant à elles, affiché une progression de 3,1 % sur un mois. Cette tendance continue d'accentuer les inquiétudes sur la croissance en 2025. En outre, l'incertitude entourant les relations commerciales avec les États-Unis, notamment la possible imposition de nouveaux droits de douane, pèse sur les perspectives économiques mexicaines. Malgré ce contexte défavorable, le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) maintient son estimation de croissance à 2-3 % pour 2025, misant sur une résilience de l'investissement et de la consommation. Toutefois, le secteur privé reste prudent, anticipant de son côté une poursuite de la décélération économique au premier semestre 2025.

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), les exportations et importations mexicaines ont enregistré un net ralentissement en février 2025. Les exportations ont reculé de 2,9 % g.a., atteignant 49,3 Mds USD, après quatre mois consécutifs de hausse. Cette baisse s'explique principalement par le repli des

exportations manufacturières (-1,8 % g.a.), avec notamment une chute marquée dans le secteur automobile (-15,2 % g.a.). Les exportations pétrolières ont enregistré une baisse encore plus importante (-24,4 % g.a.) dans un contexte de diminution des volumes exportés. Du côté des importations, celles-ci ont atteint 47,1 Mds USD, en baisse de 8,3 % par rapport à février 2024. Le repli des importations a concerné l'ensemble des catégories de biens : les biens de consommation ont diminué de 10,1 % g.a., les biens intermédiaires de 7,5 % g.a. et les biens d'équipement de 11,9 % g.a.. Malgré cette contraction des échanges, la balance commerciale a affiché un excédent de 2,2 Mds USD en février, contrastant avec le déficit de 4,6 Mds USD enregistré en janvier. Cette amélioration serait attribuable à une inversion de la balance des produits non pétroliers, qui a dégagé un excédent de 3,4 Mds USD, ainsi qu'à une réduction du déficit des produits pétroliers. Sur les deux premiers mois de l'année, le commerce extérieur reste en déficit de 2,3 Mds USD, bien qu'en nette amélioration par rapport au déficit de 4,7 Mds USD enregistré sur la même période en 2024.

Sectoriel

Le Forum des Amériques, organisé par les Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCEF) du continent américain et la Chambre de Commerce franco-mexicaine (CCIFM), s'est ouvert ce mercredi 26 mars à Mexico, en présence du ministre délégué au Commerce Extérieur et aux Français de l'Étranger. C'est la première fois que ce forum, qui durera 3 jours jusqu'au vendredi 28 mars, se tient dans la capitale mexicaine. Il réunit 500 experts et représentants d'entreprises françaises présentes au Mexique et en Amérique Latine. Répondant à une question au sujet de la diversification des chaînes commerciales du Mexique dans le cadre du forum, le Vice-Ministre de l'Industrie et du Commerce Vidal Llerenas a rappelé que « *la France et l'Europe ont toujours été un allié pour [le Mexique]* ». De son côté, Delphine Borione, Ambassadrice de France au Mexique, a inauguré le Forum en insistant sur la volonté de la France d'approfondir ses relations avec le Mexique : « *Nous sommes disposés à renforcer notre présence (...) en respectant la souveraineté [du Mexique]* ». Le ministre délégué au Commerce Extérieur et aux Français de l'Étranger, Laurent Saint-Martin, a insisté sur le caractère stratégique de l'Amérique Latine pour la France et pour la restructuration des chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'industrie automobile mexicaine a reçu un montant record d'investissements directs étrangers (IDE) en 2024, atteignant 6,9 Mds USD en 2024 (contre 5,1 Mds USD en 2023). La hausse des IDE dans le secteur automobile s'inscrit dans un contexte de réception record d'IDE au Mexique avec 36,9 Mds USD investis soit une hausse de 2,3 % par rapport à 2023. Selon le cabinet de conseil Roland Berger, le Mexique est un candidat idéal pour l'industrie automobile. En plus de ses bas coûts de main-d'œuvre et de logistique, le pays dispose d'un environnement commercial favorable, d'une base de fournisseurs stable et de chaînes

d'approvisionnement de plus en plus résilientes. En 2024, les exportations automobiles mexicaines ont également augmenté (+2,7 %), représentant 194 Mds USD soit 31,4 % du total des exportations de produits en provenance du Mexique. La politique commerciale du président américain D. Trump et les annonces d'imposition de droits de douane, notamment celle de ce mercredi 26 mars portant sur les importations américaines dans le secteur automobile, pourraient limiter la croissance des IDE voire entraîner une contraction des IDE dans ce secteur en 2025.

Le secteur de la construction aurait enregistré une baisse de son activité en janvier de 19,2 % g.a. Le secteur de la construction est entré dans une phase de contraction depuis plus de neuf mois, principalement du fait de la baisse des travaux publics (-50 % g.a. au mois de janvier 2025). La construction a initié une tendance baissière à partir d'octobre 2023 du fait de facteurs internes, tels que la détérioration de l'environnement des affaires, suivie par la baisse des dépenses publiques et finalement par le contexte international en lien avec la prise de fonction président américain D. Trump. Les projets de transport et d'urbanisation ont enregistré la baisse la plus importante (-50,1 % g.a.), suivis par les travaux pétroliers et pétrochimiques (- 37,6 % g.a.) et les travaux liés à l'eau, l'irrigation et l'assainissement (- 18,3 % g.a.). A l'inverse, les projets de construction dans le secteur de l'électricité et des communications ont augmenté de 29,6 % g.a., après huit mois consécutifs de baisse. Les zones du pays les plus touchées par la contraction du secteur de la construction sont le Quintana Roo (-81,4 % g.a.), le Tabasco (-67,7 % g.a.) et le Campeche (-57,3 % g.a.). Le Nayarit et la Ciudad de México ont, quant à eux, enregistré les plus grandes croissances dans ce secteur, respectivement de 56,3 % et 49,7 % g.a..

Finances publiques

Le déficit public aurait enregistré une baisse de 86,6 % g.a. en janvier, résultat d'une baisse significative des dépenses (-14,4 % g.a.), exacerbée dans des secteurs critiques pour le développement du pays comme les secteurs de la santé, de l'éducation ou des infrastructures, enregistrant des réductions budgétaires de plus de 20 %. En particulier, le budget alloué au secteur de la santé aurait enregistré une baisse de 34,3 % g.a.. Les dépenses effectives ayant été inférieures aux dépenses budgétées pour le mois de janvier, le Centre d'études économiques et budgétaires (CIEP) rappelle qu'il est essentiel que le budget soit exécuté conformément à ce qui a été programmé afin d'éviter le sous-investissement et d'assurer l'accomplissement des objectifs fixés. Pour rappel, la consolidation fiscale pour 2025 repose sur un déficit public prévu de 3,9 % du PIB (contre 5,7 % en 2024), un objectif qui semble difficilement atteignable au vu des perspectives de croissance économique en berne pour 2025 (0,6 % selon la Banque centrale et le dernier consensus de marché), contrastant avec la prévision très optimiste du ministère des Finances et du Crédit public (entre 2 et 3 %) sur laquelle repose le budget 2025.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	27/03/2025
Bourse (IPC)	-0,48%	-7,70%	52 806,89 points
Change MXN/USD	0,84%	22,70%	20,31
Change MXN/EUR	0,41%	22,13%	21,94
Prix du baril mexicain	4,34%	-12,68%	66,80

Amérique centrale

Costa Rica

Selon l'Institut costaricien du Tourisme (ICT), le Costa Rica aurait enregistré une baisse de 4,3 % du nombre de touristes au cours des deux premiers mois de 2025. Certaines entreprises du secteur expliquent que cela serait dû à la perte de compétitivité du pays, à l'appréciation du colón et à l'insécurité géopolitique mondiale. Depuis juin 2022, la monnaie costaricienne se serait appréciée de 25 % face au dollar, rendant les services touristiques plus chers pour les visiteurs. Parallèlement, les destinations des Caraïbes et d'Amérique centrale offriraient des tarifs plus attractifs, intensifiant ainsi la concurrence. La réduction des sièges disponibles sur les vols à destination du Costa Rica aurait également entraîné une hausse des prix des billets. L'association de promotion de l'activité touristique Proimagen appelle alors à des stratégies pour améliorer la compétitivité, notamment en ajustant les prix, en proposant des politiques d'annulation plus flexibles et en renforçant les infrastructures touristiques. Elle insiste également sur la durabilité comme atout clé pour maintenir l'attractivité du pays, qui accueillerait chaque année près de 3 millions de visiteurs.

En 2024, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) aurait investi 15 M USD au Costa Rica. Ces fonds auraient permis de financer des initiatives dans 50 cantons, 24 territoires indigènes et 6 régions du pays, et auraient touché plus de 1,5 million de personnes. Par ailleurs, le PNUD aurait réussi à mobiliser 11,2 M USD supplémentaires pour de nouveaux projets de développement. Dans son Rapport Annuel 2024, intitulé *Développement pour toutes les personnes*, l'organisation met en avant son engagement en faveur du développement économique et humain, de l'éradication de la pauvreté, de l'égalité des sexes, et de l'inclusion sociale.

Panama

En février 2025, la dette du pays s'élèverait à 54,67 Mds USD et le gouvernement aurait versé près de 22 M USD pour le service de sa dette. La dette atteindrait 59 % du PIB en février, s'approchant doucement des 62 % prévus par le gouvernement pour l'ensemble de l'année 2025. L'agence Moody's, à l'instar de Fitch, alerte sur les pressions budgétaires croissantes. Selon l'agence, les prochaines décisions en matière de politique économique et de consolidation budgétaire seront cruciales pour limiter l'aggravation du risque de crédit. Rappelons que Moody's attribue au pays la note Baa3 (*investment grade*), assortie d'une perspective négative. En outre, le gouvernement poursuit ses emprunts pour financer son budget. Le ministère de l'Économie et des Finances aurait contracté un prêt d'environ 1,3 Md USD auprès de Banco Santander pour couvrir les besoins budgétaires de 2025 et des années suivantes. Ce financement s'ajoute au prêt du même montant obtenu plus tôt ce mois-ci auprès de la Bank of America.

Près de 1 400 personnes continueraient de travailler à la mine de Donoso malgré sa fermeture décidée dans le cadre d'un plan de préservation et de gestion sécuritaire visant à en limiter les impacts. L'audit complet d'évaluation de l'état des opérations et de leurs impacts est en cours. Cobre Panama, filiale de First Quantum, aurait sollicité une rencontre avec l'équipe juridique gouvernementale ainsi que la suspension des procédures judiciaires. Le président Mulino a exprimé son souhait d'engager des discussions sur l'avenir de la mine de cuivre, tout en précisant qu'aucune décision ne pourrait être prise tant que les arbitrages ne seraient pas suspendus. Il a également indiqué qu'aucun contact officiel n'avait encore eu lieu avec First Quantum. Rappelons que la mine représentait près de 5 % du PIB panaméen, avec 2,8 Mds USD d'exportations en 2022 et plus de 40 000 emplois directs et indirects.

Caraïbes

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) prévoit une croissance économique régionale de 2,5 % en 2025 (4,6 % en incluant Guyana, grâce à l'expansion pétrolière du pays). Toutefois, la BDC souligne que les tensions géopolitiques, les risques climatiques et les retards dans l'exécution des travaux d'infrastructures pourraient affecter cette performance. En 2024, la croissance du PIB régional aurait atteint 1,7 % (contre 2,5 % en 2023), tirée par le tourisme et la construction. Pour soutenir la croissance, la BDC recommande d'investir dans la résilience climatique, d'accélérer la diversification économique et de renforcer la discipline budgétaire. Par ailleurs, la BDC aurait obtenu un montant de 460 M USD pour son Fonds de Développement spécial (FDS) qui vise à renforcer les efforts de réduction de la pauvreté et de développement humain dans la région. Entre 2025 à 2028, au moins 35 % des ressources de ce fonds devraient être consacrées au financement de la lutte contre le dérèglement climatique, au soutien des projets d'adaptation et d'atténuation, aux interventions post-catastrophe et à la conservation de la biodiversité.

Barbade

La Banque africaine d'import-export, Afreximbank, a lancé à Bridgetown la construction de son premier Centre africain du Commerce (AATC), un projet de 180 M USD, marquant une étape clé des relations commerciales entre l'Afrique et la région CARICOM. Ce projet, le premier du genre en dehors de l'Afrique, vise à renforcer les échanges entre l'Afrique et les Caraïbes. Le gouvernement de La Barbade aurait fourni un terrain de 2,5 hectares pour accueillir ce complexe multifonctionnel, qui comprendrait les bureaux régionaux d'Afreximbank pour la CARICOM, un centre de conférences, un espace d'exposition, une passerelle numérique pour le commerce, un incubateur technologique et un hôtel de 100 chambres. La construction, prévue sur 30 mois, pourrait créer environ 1 000 emplois et bénéficier à 50 PME locales. Une fois achevé, le centre pourrait générer 300 emplois permanents et augmenter la capacité hôtelière de l'île, soutenant ainsi le tourisme.

Cuba

La Russie financerait un projet de production électrique de 200 megawatts (MW) à Cuba. Un mois après l'inauguration du premier parc solaire dans la province de la Havane, suivi du deuxième parc solaire en début de semaine, à l'est de l'île cette fois, dans la province de Granma, les autorités cubaines, ont annoncé officiellement que la Russie appuierait Cuba dans un projet de génération

électrique d'une capacité totale de 200 MW. Le projet d'investissement russe devrait permettre la construction d'une nouvelle centrale thermoélectrique d'une capacité de 200 MW dans la province de Mayabeque ainsi que la modernisation de trois unités de 100 MW d'une centrale thermoélectrique dans la même province. La construction de la centrale de 200 MW devrait contribuer à améliorer le manque de production électrique de 20 %. En plus de ce prêt accordé dans le cadre du projet de génération électrique de 200 MW, la Russie étend son soutien avec l'octroi d'un autre crédit de 60 M USD destiné à l'achat de la vente de combustible, 2 M USD pour l'acquisition de pièces de rechange pour les générateurs existants. Cet investissement massif démontre une fois de plus que la coopération énergétique est une des plus grandes priorités pour le pays. Sans un système de production fonctionnel, le développement de l'économie du pays reste limité. Sur les six derniers mois, il y a eu quatre coupures générales qui ont privé l'ensemble de l'île d'électricité pendant plusieurs jours. Le vieillissement des centrales de production électrique, l'obsolescence des pièces et le manque de moyen pour assurer leur maintenance en est la principale cause. Tous les jours, la production électrique est déficitaire (1500 MW de déficit en moyenne).

Jamaïque

Selon la Banque de Jamaïque, les transferts de fonds (remesas) enregistrés dans le pays auraient diminué de 0,4 % en 2024, atteignant 3,36 Mds USD, marquant ainsi la troisième année de baisse consécutive. Plus de 65 % de ces transferts proviendraient de personnes ayant émigré aux États-Unis, faisant de ce pays la principale source de transferts, suivi du Royaume-Uni (12 % des transferts), du Canada (9 %) et des îles Caïmans (8 %). Les perspectives pour l'année 2025 restent incertaines en raison des déclarations du président américain Donald Trump, qui menace de bloquer certains transferts de fonds. Toutefois, malgré la légère baisse enregistrée en 2024, les envois de fonds restent supérieurs aux 2,4 Mds USD enregistrés en 2019, avant la pandémie de la COVID-19.

République Dominicaine

Selon la Direction générale des douanes (DGA), les recettes douanières de février 2025 ont progressé de 12,7 % g.a., atteignant 312 M USD. Ce montant dépasse les prévisions de 7 M USD pour le mois de février et représente une hausse de 35 USD par rapport à février 2024. Les exportations suivent également une tendance positive, s'élevant à 986,7 M USD. Le cacao se démarque par une croissance impressionnante de 206 %, tandis que le secteur fruitier, dominé par les bananes, affiche une augmentation de 16,6 %. Malgré un environnement économique et politique complexe en Haïti, les exportations vers ce pays poursuivent leur essor avec une progression de 30,3 %, atteignant 83,3 M USD en février. Ces performances témoignent du dynamisme du commerce extérieur dominicain et de l'efficacité des stratégies douanières visant à optimiser les recettes fiscales et à stimuler les échanges internationaux.

Le dernier rapport de la Fédération latino-américaine de banques (Felaban) souligne la robustesse du système bancaire dominicain. Le pays se distingue de ses voisins latino-américains en enregistrant la couverture de créances douteuses la plus élevée, atteignant 323 %, contre une moyenne régionale de 161,5 %. Le taux de morosité des prêts reste particulièrement bas, à 1,6 %, contre 5 % en Colombie et 4,2 % au Pérou, traduisant une gestion prudente du risque de crédit. En termes de rentabilité, le marché financier dominicain se positionne comme l'un des plus performants de la région, dépassant 20 % de retours sur capitaux propres (ROE).

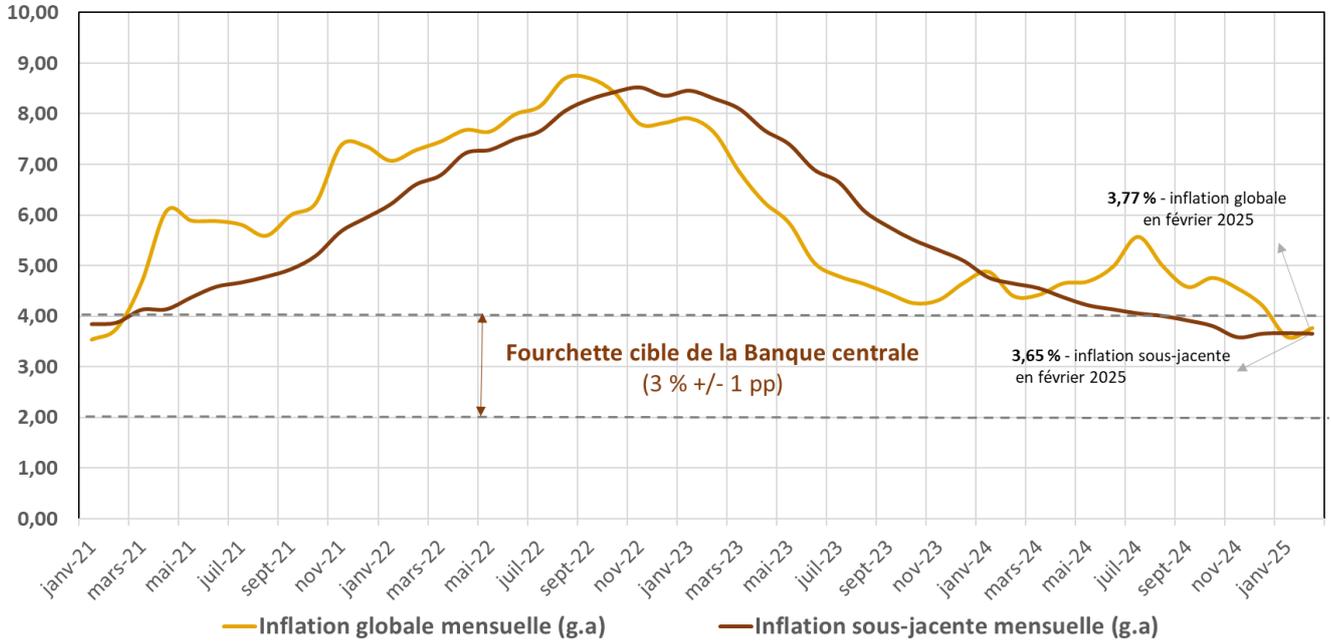
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,00%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,25%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

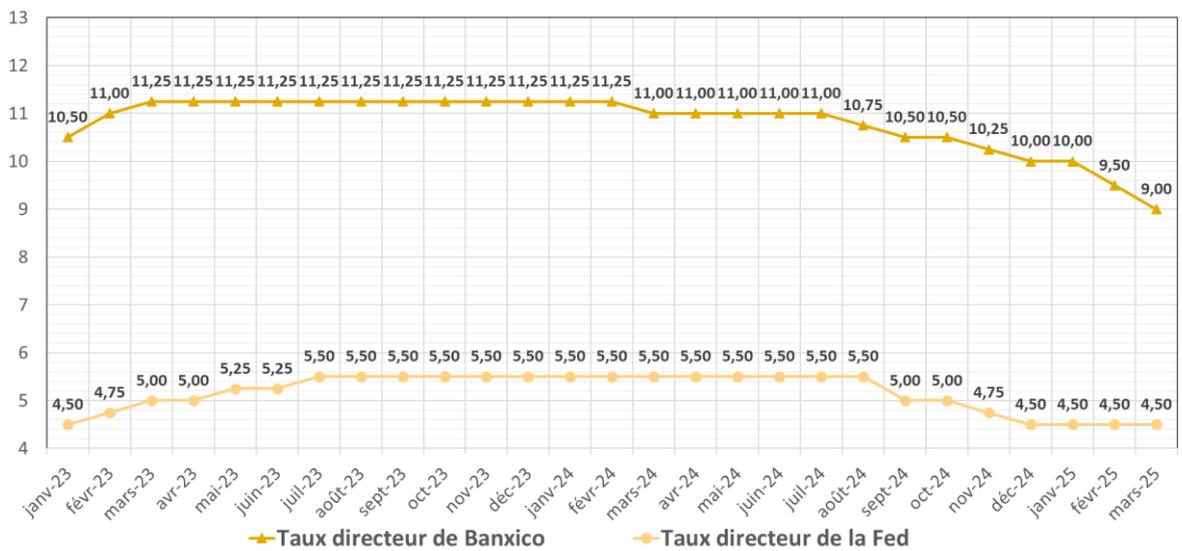
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

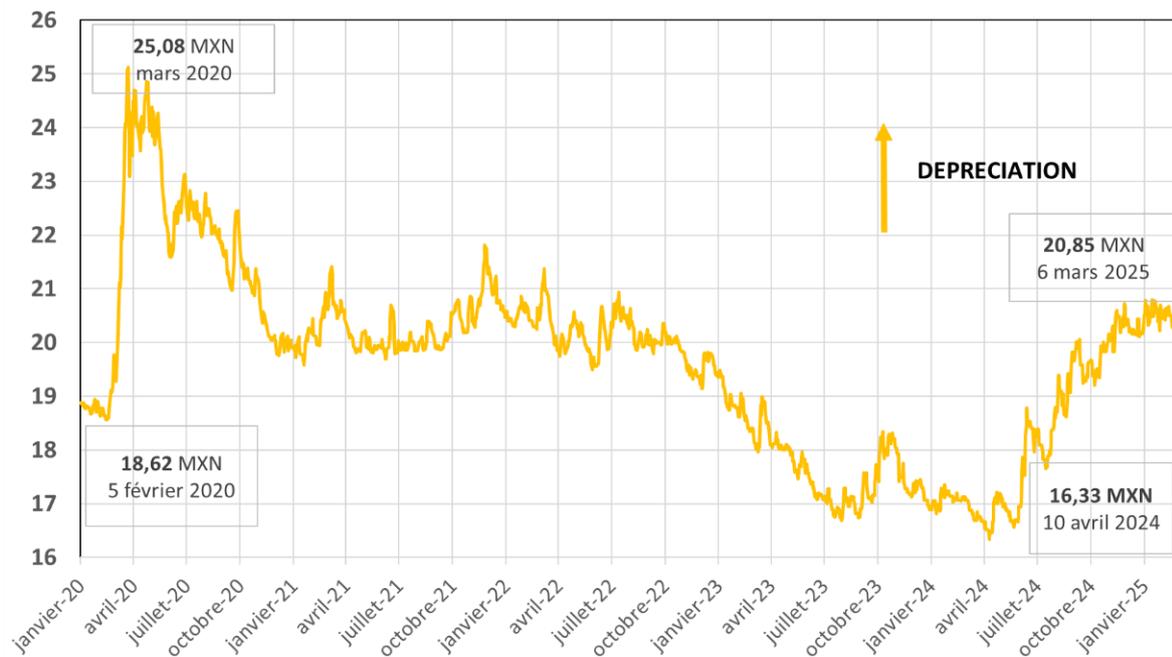


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

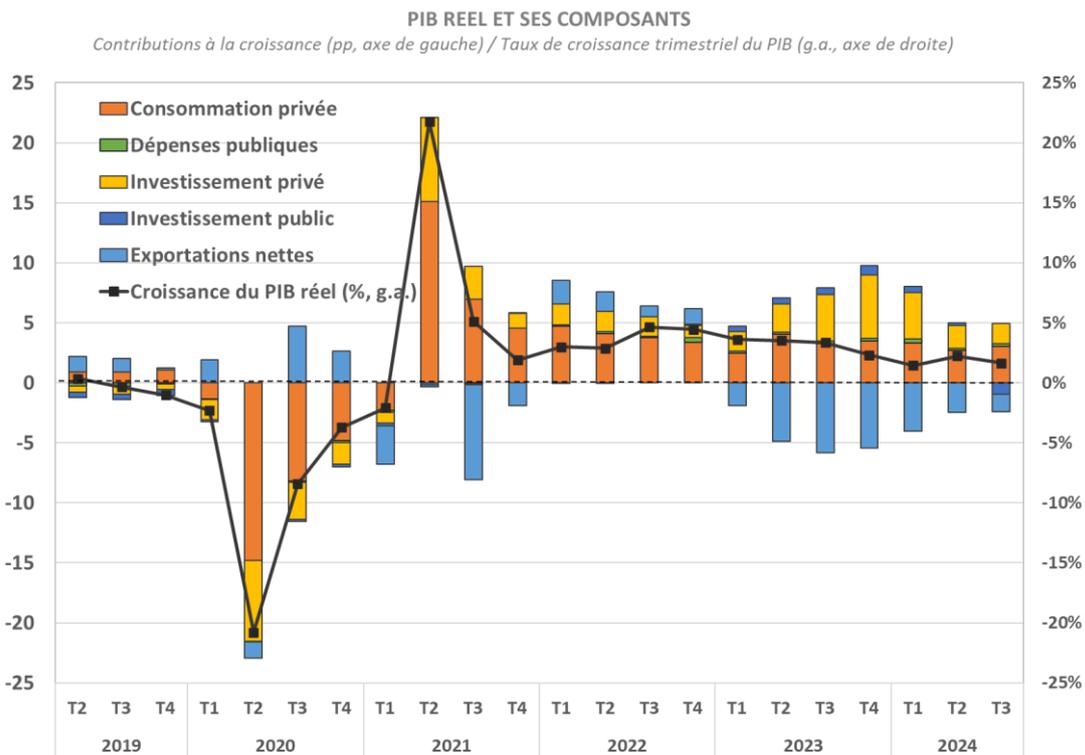
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



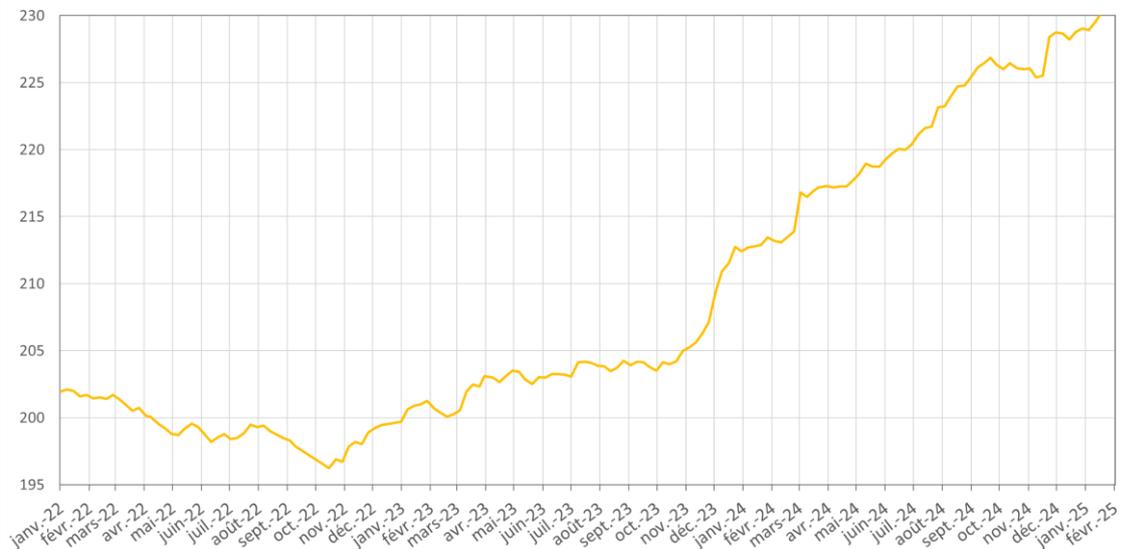
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr